

**Nations unies - Adoption de la  
résolution renouvelant le mandat de  
la MONUSCO - Intervention du  
représentant permanent de la  
France auprès des Nations unies -  
Conseil de sécurité**  
(New York, 31 mars 2017)

Monsieur le Président,

La France salue l'adoption à l'unanimité de la résolution 2348, qui renouvelle le mandat de la MONUSCO. Résultat d'une négociation parfois ardue, la résolution que nous venons d'adopter est un texte important pour la République démocratique du Congo et pour les Nations unies.

Permettez-moi de souligner trois des raisons pour lesquelles ce bon résultat est aussi important.

La première est que le conseil de sécurité adresse aujourd'hui un message d'unanimité, d'union, dans le soutien qu'il apporte, que nous apportons, à la MONUSCO et à la stabilité et à la sécurité en République démocratique du Congo, soumise, nous le savons, à des défis importants. C'est un élément important.

La deuxième raison c'est que, à la suite de cette résolution, la MONUSCO, qui a un rôle déterminant à jouer, dispose désormais d'un mandat adapté concentré sur deux priorités stratégiques majeures : la protection des civils, d'une part, et l'appui à la mise en oeuvre de l'accord du 31 décembre et du processus électoral, d'autre part.

C'est un point essentiel, car l'objectif de la négociation qui s'achève était d'adapter le mandat de la MONUSCO aux enjeux politiques et sécuritaires auxquels la République démocratique du Congo doit faire face, notamment cette année.

Premièrement, la RDC est dans une situation institutionnelle inédite. Le mandat de l'ensemble des institutions électives du pays a expiré. La RDC est entrée dans une phase de transition, sur la base de l'accord politique signé le 31 décembre 2016, jusqu'aux élections prévues d'ici la fin de cette année. Cet accord, obtenu grâce aux efforts remarquables de la CENCO, constitue la seule feuille de route crédible pour une sortie de crise, mais les retards dans sa mise en oeuvre sont très préoccupants. Il est essentiel pour la stabilité et l'avenir de la RDC que l'accord soit mis en oeuvre dans les plus brefs délais, et que les élections se tiennent.

Ensuite, la RDC est confrontée à une situation sécuritaire inquiétante avec la persistance de

groupes armés à l'est du pays et l'apparition de nouveaux foyers de violence, au Kasai notamment, où de nombreux congolais sont morts depuis un an et où deux experts de l'ONU, vous l'avez rappelé, Monsieur le Président, ont récemment trouvé la mort dans des circonstances dramatiques. Je souhaite ici renouveler, au nom de la France, nos condoléances les plus attristées et notre profonde sympathie aux familles de ces deux victimes et aux pays dont ils sont originaires. Les populations civiles doivent pouvoir être protégées de ces violences, dont les responsables doivent être identifiés et traduits en justice.

La troisième raison pour laquelle cette résolution est extrêmement importante, c'est qu'elle adapte la composition de la MONUSCO de manière cohérente et réfléchie, pour la mettre en mesure de mieux répondre aux défis qui se posent à ce pays. Le plafond des troupes est ajusté pour mieux refléter la réalité du déploiement sur le terrain, mais c'est surtout la composition de la Force qui est revue, en appelant au remplacement de certaines troupes par des unités spécialisées, à même d'intervenir rapidement et de manière mobile dans le contexte spécifique qui est celui de la RDC.

À l'arrivée nous avons donc avec ce mandat une MONUSCO plus réactive, plus mobile, plus centrée sur les priorités essentielles que je viens de rappeler et qui guident sa mission.

Pour l'avenir, soyons lucides, la tâche est lourde, mais la MONUSCO a les moyens de la relever.

Et dans cet esprit je voudrais, au nom de la France, renouveler notre confiance au représentant Spécial du secrétaire général des Nations unies, Monsieur Maman Sidikou.

Je vous remercie./.